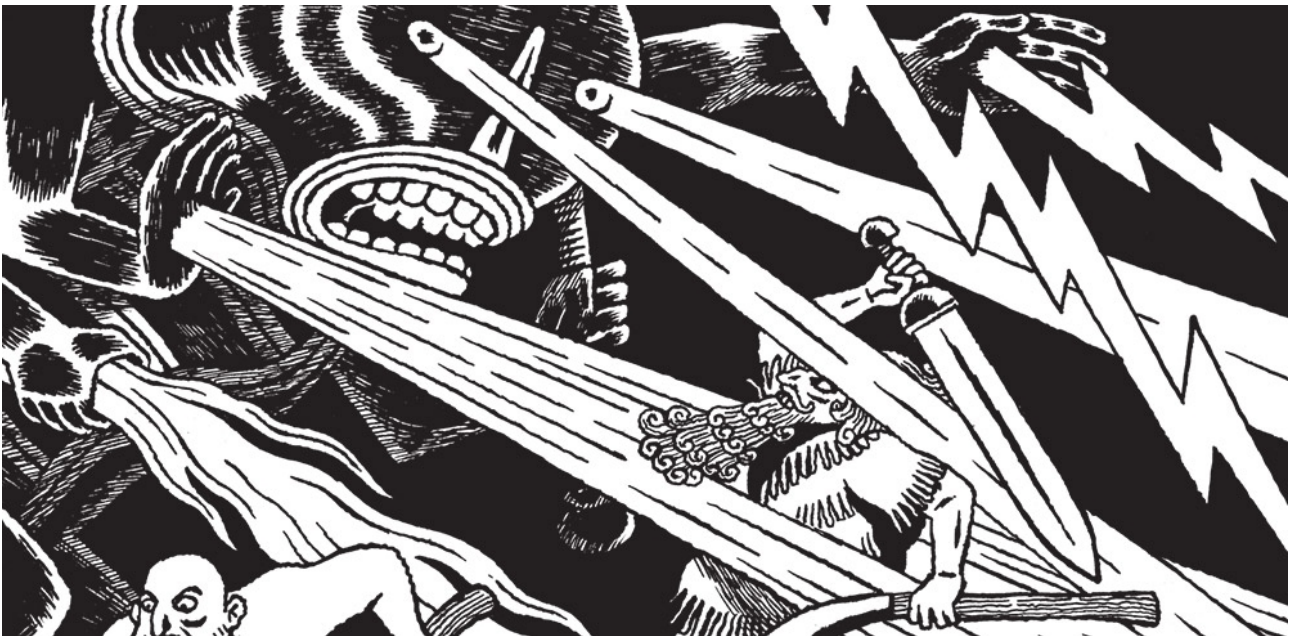


Tristan Leoni

Califat & barbarie :



En attendant Raqqa



«Serons-nous vaincus, et vous victorieux, si vous prenez Mossoul, Raqqa ou Syrte ? Bien sûr que non. La défaite, c'est de perdre le goût du combat »

Abou Mohammed al-Adnani,
porte-parole de l'EI, mai 2016

« Il me faudrait des prolétaires de location,
mais je ne sais pas où les trouver »

Nikolaï Erdman, 1925

L'État islamique (EI) reculant sur tous les fronts et Raqqa, sa capitale politique, semblant sur le point de tomber aux mains des forces armées réunies de la liberté, de la démocratie, de la laïcité et peut-être même du féminisme. C'était fin 2015, mais huit mois plus tard c'est toujours le cas. Mais si le Califat n'en finit pas de mourir, la situation a évolué et une page se tourne.

1 / Si vis pacem...

La question a toujours été celle de la volonté. Celle des pays impliqués dans la crise irako-syrienne d'en finir ou pas avec l'EI. C'est aujourd'hui le cas, on est passé d'une politique de *containment* à celle du *roll-back*. Chacun a trouvé de bonnes raisons pour faire de l'EI l'ennemi principal : mettre un terme à des agissements devenant trop gênants ; nécessité politique de réagir à des attentats (Liban, Sinaï, France)¹ ; ne pas laisser le champ libre aux autres puissances, etc. Le sort des populations locales, on l'aura compris importe ici assez peu.

Bachar El Assad espère profiter de l'aubaine. Son armée, l'Armée arabe syrienne (AAS), a repris l'offensive et le contrôle de la plus grande partie de la Syrie « utile ». Elle bénéficie du soutien de diverses milices confessionnelles et politiques, du Hezbollah libanais et surtout de l'appui massif et direct de la Russie. Autre allié de poids, l'Iran qui a fait un retour officiel dans le concert des nations en tant que puissance régionale après la levée des sanctions en janvier 2016 (suite à l'accord de juillet 2015 sur son programme nucléaire).

Bien que menant surtout une guerre par *proxy* via les YPG et les milices chiïtes, les États-Unis s'impliquent toujours davantage en termes de troupes au sol en Irak comme en Syrie. Un déploiement qui n'est pas toujours apprécié par les populations locales.

Les pays qui avaient un temps essayé d'instrumentaliser l'EI (Turquie et pays du Golfe) ont depuis longtemps misé sur d'autres groupes et l'opposition syrienne, ne l'oublions pas, a été priée de ne plus exiger le départ d'Assad comme préalable à des négociations.

C'est que le temps d'une résolution politique, diplomatique et militaire de la crise syro-irakienne se

¹ Si les attentats, par exemple ceux de novembre 2015 en France, peuvent s'avérer bien utiles en termes de politique intérieure pour certains gouvernements, leur multiplication devient gênante.

profile. Mais l'objectif commun, en finir avec le Califat, ne fait pas une stratégie, encore moins un projet pour l'après-guerre. Ici les intérêts diffèrent ou s'opposent, et régler un problème risque d'en faire émerger d'autres. Déjà, sur le terrain, une fois l'EI expulsé, les tensions entre représentants autoproclamés de communautés sont sensibles. Quant aux exactions à l'encontre des populations arabes sunnites elles passeraient presque pour secondaires dans ce chaos si elles n'auguraient pas de tristes lendemains. Il ne manquera par conséquent pas de braises sous les cendres.

L'Irak se dirige vers un retour au *statu quo ante*, c'est-à-dire la domination politico-militaire chiite et kurde sur le pays et l'humiliation des populations sunnites.

En Syrie c'est un round final de négociations qui se dessine avec peut-être à terme un complet cessez-le-feu, un gouvernement d'union nationale et, dans quelques années, après des élections, Assad prenant sa retraite en Russie. Chacun met donc les bouchées doubles pour arriver en force à cette table où le pays sera découpé en zones d'influences. On cherche en particulier à rendre géographiquement cohérentes les zones contrôlées, à faire que situation militaire et projets politiques s'ajustent enfin. Par exemple en créant une région autonome sous influence turque dans le nord du pays, d'où les affrontements pour le contrôle d'Alep qui pourrait en être la capitale. La carte des combats, jusqu'ici en peau de léopard, tend à se simplifier.

La trêve entre régime et rebelles, entrée en vigueur en février 2016 dans certaines régions, est en partie respectée et permet aux troupes loyalistes de se concentrer contre l'EI et les islamistes les plus radicaux comme Al-Nosra (la branche syrienne d'Al Qaïda). En position de force, le régime a relancé un processus de « réconciliation » passant par la signature d'accords locaux avec de petites zones rebelles encerclées depuis des mois voire des années et à bout de souffle : cessez-le-feu, dépôt des armes, puis amnistie des rebelles. Un retour à la normale baasiste supervisée par l'ONU et la Russie.

Il est sans doute temps de choisir, une dernière fois, le bon camp : d'où les ruptures d'alliances, retournements et changements d'étiquettes, de noms et de drapeaux pour de nombreux groupes armés. Car en Syrie c'est à une curée chaotique que se livrent les parties prenantes sur la dépouille en peau de chagrin du Califat.

Ce texte fait suite et prolonge *Califat & Barbarie*, texte publié sur le blog DDT21 en deux épisodes en novembre et décembre 2015, considérant cette fois moins le l'État islamique lui-même que le sort de ses voisins immédiats, rebelles syriens, forces kurdes ou habitants cherchant à fuir cette zone de chaos.

2 / Trouble dans le Califat

Fidèles à leur réputation : les Russes bombardent avec tant de brutalité (sic) qu'on en vient à croire qu'ils ne visent qu'hôpitaux et boulangeries ; les Occidentaux ne sont que prudence, précision et délicatesse². Depuis plusieurs mois, c'est donc sous les bombes des aviations américaines et russes, que les troupes de l'EI affrontent une bien étrange coalition : l'AAS (et ses alliés), les YPG-FDS, Al-Nosra (et d'autres groupes islamistes), l'armée irakienne (en reconstruction), diverses milices chiites et des forces spéciales de 10 ou 15 pays différents ! La partie étant militairement perdue, le Califat a choisi de la faire durer. Il a abandonné les zones rurales faiblement peuplées et s'est replié là où résister est plus aisé (massifs montagneux) ou réellement stratégique, certaines villes dont il fait chèrement payer la prise. A ce jour, ses capacités militaires lui permettent encore de mener des contre-offensives là où on ne l'attend pas, et d'intensifier ses opérations de type terroriste.

En Irak, la reprise des villes sunnites suit toujours un même schéma : bombardements, encerclement, siège en règle (quitte à affamer la population)³, tentative de retourner les tribus contre l'EI, assaut prudent avec emploi massif de forces spéciales (armée, police) et de milices chiites et, enfin, vaste opération policière. Ramadi est ainsi prise en février 2016 après deux mois de combat de rue, Fallujah en juin au bout d'un mois. Le schéma est difficilement applicable à Mossoul, ville de plus de deux millions d'habitants, qui a accueilli les troupes de l'EI en libérateurs il y a deux ans. Plutôt que de livrer leur cité (et leur commerce) à la destruction, il est probable que les édiles et chefs tribaux, tout comme ils l'ont fait en 2014 avec les militaires chiites, demanderont aux soldats de l'EI de se retirer... et qu'ils refuseront, n'ayant plus guère d'endroit où se replier.

Un État ne peut pas tenir uniquement par la répression. Comme nous l'avons écrit, si l'EI a

² Les États-Unis assurent 90 % de ces bombardements, la France à peine 5 %.

³ Car affamer une ville, lui couper l'eau, l'électricité et même internet ne sont pas des « pratiques de barbares », juste le B. A.-BA de la guerre de siège utilisé par tous.

réussi à obtenir l'adhésion d'une partie de la population, des chefs de tribus et notables locaux c'est en apportant la sécurité et l'ordre nécessaires à la reprise d'une activité économique, et en améliorant le ravitaillement⁴. Les bombardements visent donc à détruire ses capacités économiques et gestionnaires (infrastructures logistiques, centrales électriques, etc.), le coupant progressivement d'une partie de son soutien populaire et contribuant à accélérer sa chute. De ce point de vue la structure étatique de l'EI est sans doute aujourd'hui en complète déliquescence. *« L' "État" Islamique a perdu du terrain en Syrie et en Irak et donc contrôle moins de populations. L' "impôt" prélevé rentre moins bien puisqu'il a moins de "contribuables". Quant aux sommes colossales saisies dans des établissements financiers lors des différentes conquêtes, particulièrement en Irak, c'est un peu comme les héritages, ils s'épuisent petit à petit. Il faut dire que gérer un "État", ça coûte cher. »*⁵ Les salaires des fonctionnaires et les allocations ont été réduits, les taxes augmentées. Le temps d'une « économie » de guerre de prédation est revenu. Coupé du reste du monde, l'EI doit gérer en interne les flux de réfugiés fuyant combats, bombardements et pénurie alimentaire tout en ravitaillant prioritairement ses combattants. L'instauration de la conscription dans certains secteurs contribue également à la désaffection de la population alors que les exécutions de déserteurs (y compris de volontaires étrangers) se multiplient.

Le Califat est né et a prospéré sur l'effondrement de deux États mais aujourd'hui c'est lui, en tant qu'entité étatique implantée à cheval sur la frontière syro-irakienne, qui est en train de disparaître. Son attrait principal, la puissance, ayant disparu, restera la légende : celle qu'il s'est évertué à forger par sa propagande et son discours eschatologique (confirmé par la création d'une coalition planétaire contre lui). Restera aussi, pour ceux qui y avaient cru ou avaient bénéficié de ce régime, notamment chez les sunnites irakiens, une

⁴ Voir « Califat et Barbarie. Première partie : de l'État », novembre 2015.

⁵ Alain Rodier, « [L'épreuve de vérité ?](#) », *Atlantico*, 28 janvier 2016.

rancœur que l'EI continuera d'exploiter, même réduit à un réseau de guérilla local et international⁶.

Cherchant à comprendre comment fonctionnait le Califat, comment y vivaient au quotidien 8 à 10 millions d'habitants, nous n'avons pas évoqué jusqu'ici les *wilayas* (gouvernorat) « extérieures » de Libye, du Yémen, d'Égypte ou d'Afghanistan. Des unités militaires ayant fait allégeance à l'EI y contrôlent plus ou moins quelques zones ou localités sur le mode traditionnel de la guérilla, mais ne sont pas en mesure d'y instaurer une administration stable.

Exception notable, la Libye avec la tentative d'y transposer le modèle social de l'EI. En octobre 2014, après trois ans de guerre civile, un groupe implanté autour de Syrte, l'ancien fief du clan Kadhafi, fait allégeance au Calife Al-Baghdadi. Profitant de la marginalisation que subit la ville suite à la « révolution », il noue des alliances avec diverses tribus locales et milices armées et, progressivement, étend son contrôle sur une bande côtière de 200 km ainsi que, brièvement, sur la ville de Derna en Cyrénaïque. Un tribunal islamique et une police des mœurs y sont instaurés ainsi que les strictes règles de vie qui prévalent à Raqqa. Mais la fuite d'une grande partie des 120 000 habitants a complètement désorganisé la vie quotidienne. La route de la Syrie devenant de plus en plus difficile, la ville voit par contre affluer des milliers de combattants étrangers dont beaucoup de Tunisiens. Le discours antiraciste de l'EI est néanmoins à la peine car les djihadistes subsahariens (Somaliens, Sénégalais, Soudanais, etc.), très nombreux, sont mal acceptés par la population locale.

Les pays occidentaux ne souhaitant pas que se renouvelle l'expérience étatique califale en Afrique du Nord et qu'elle se propage à la Tunisie ou l'Algérie, une nouvelle intervention militaire internationale avait été envisagée. Elle aurait permis au passage de (tenter de) régler des questions préexistantes à l'implantation de l'EI comme celle de la régulation des flux de migrants (des négociations étaient en cours depuis 2008 avec Kadhafi à ce sujet) ou de l'exploitation pétrolière. Mais la solution trouvée, moins coûteuse et plus simple car ne nécessitant pas de réelle stratégie à long terme, a été d'appuyer, avec

forces spéciales et bombardements, les milices islamistes locales ennemies de l'EI. A l'heure où nous écrivons ces lignes, et après deux mois de combats, les derniers défenseurs de Syrte se battent encore, bien que sans espoir, dans quelques quartiers du centre-ville. D'autres continueront probablement à lutter au nom du Califat plus au sud, dans le désert.

⁶ Se rapprochant par la forme d'Al-Qaïda qui, à l'inverse, a eu tendance depuis 2014 à se territorialiser en particulier au Yémen et en Syrie.

3 / « Rojava » ?

La Syrie comprenait avant guerre plusieurs zones discontinues de peuplement kurde le long de la frontière turque : Jazira, Kobane et Afrin, trois « cantons » d'un territoire nommé par certains « Rojava », « l'ouest » en kurde, « Kurdistan occidental » par extension. La population kurde était alors évaluée entre 1,5 et 3 millions de personnes, mais beaucoup d'entre elles, peut-être même la majorité, vivaient à Alep et Damas. Une population discriminée par les Assad mais que l'alliance entre le régime syrien et le PKK (de 1979 à 1998 afin de déstabiliser la Turquie) permettait de maintenir dans le calme. Il faudra attendre 2003 pour que le PKK crée une branche syrienne, le PYD, sans grande implantation. La zone connaîtra en 2004 une importante révolte populaire contre les discriminations.

En 2011 les manifestations hostiles au régime y sont massives, et les considérations communautaires sont, contrairement à 2004, reléguées au second plan. Jouant la carte de la communautarisation le régime accorde en avril la nationalité syrienne à 150 000 Kurdes qui en étaient privés depuis 1962 et libère des militants du PYD emprisonnés. Le parti fait alors son apparition dans le nord de la Syrie, avec notamment le retour d'exil de son dirigeant Salih Muslim Muhammad gracié par Damas⁷. En juillet, le régime retire militaires et policiers des trois cantons et les redéploie dans le reste du pays où ils participent à la répression. Le parti kurde prend alors possession, sans violence, des localités et bâtiments abandonnés. Dans ces zones, la contestation anti-Assad et pro-démocratique prend aussitôt fin⁸ et le PYD commence l'application de son programme, le « confédéralisme démocratique »⁹.

⁷ Christophe Ayad, « Les Kurdes syriens profitent de la guerre pour faire avancer leurs revendications », *Le Monde*, 25 septembre 2012.

⁸ Dans ces zones ainsi que dans le quartier kurde d'Alep, le PYD aurait lui-même réprimé les manifestants, information récemment confirmée dans Adam Baczko, Gilles Dorronsoro, Arthur Quesnay, *Syrie. Anatomie d'une guerre civile*, CNRS éditions, 2016, p. 87.

⁹ Même les partisans les plus convaincus du PYD doivent reconnaître qu'il s'agit là d'une « injonction par le haut » et « pas le fruit d'un élan populaire spontané ». Cf. Mathieu Léonard, « Le Kurdistan, nouvelle utopie », *Le Crieur*, n° 4, juin 2016, p. 130-134.

Trois ans plus tard, grâce à la médiatique bataille de Kobane, une partie de l'extrême gauche et des anarchistes français découvre le Rojava. Selon une logique militante déjà vue (Algérie, Nicaragua ou Chiapas), ils y détectent une réelle ou potentielle révolution et se lancent dans un soutien exalté. Ce processus n'est pourtant que la version postmoderne d'un banal mouvement de libération nationale, avec ses inévitables tares, mais visant ici à l'instauration d'une démocratie de type occidental mâtinée de participation citoyenne. Le PYD ne s'y trompe pas et cherche plutôt un soutien social-démocrate (PS, PC ou EELV pour la France). Une de ses particularités aura été de jouer sur la fibre féministe des Occidentaux en mettant systématiquement en avant, pour les journalistes, des femmes combattantes (qui, un œil attentif le remarquera, sont en réalité très rares en première ligne).

Nous ne reviendrons pas ici sur le caractère bien peu libertaire de ce parti et du régime du Rojava, ni sur ce prétendu processus révolutionnaire, les critiques ont été nombreuses¹⁰. La mode du Rojava est retombée mais a fait des dégâts en milieu militant¹¹. Il est par exemple malaisé de dénoncer aujourd'hui l'impérialisme américain alors que l'on réclamait hier le soutien de l'OTAN aux YPG... Actuellement, mis à part un projet d'usine de compost bio, les infos provenant du Rojava sont surtout d'ordre militaire ou policier, et si quelques dizaines de maoïstes européens se battent encore dans les rangs des YPG, ils le font aux côtés de centaines de soldats américains des forces spéciales.

Le PYD a savamment profité du conflit syrien pour réaliser ses propres objectifs : réunir les trois cantons jusque-là séparés par des zones de peuplement arabe (parfois sciemment « arabisées » dans les années 1970) ou turkmène. Cela a permis au parti de devenir le partenaire incontournable des puissances impliquées dans le conflit car son projet s'accorde avec leur volonté d'en finir avec le Califat. Après le soutien de Washington, il a trouvé celui de Moscou où il a d'ailleurs ouvert ses premiers bureaux « diplomatiques » (puis à Prague, Berlin, Paris, etc.). Les YPG, qui comptent selon les estimations entre 5 000 et 50 000

¹⁰ On lira entre autres « « J'ai vu le futur, et ça fonctionne. » – Questions critiques pour les partisans de la révolution au Rojava », mai 2015.

¹¹ Lire la *Lettre à des amis « rojavistes »*, TKGv, mai 2016.

combattants (!), sont devenus les fameuses « troupes au sol » qu'aucun pays ne voulait déployer.

Pour convaincre le PYD de participer à la prise de la capitale de l'EI, les États-Unis ont dû promettre d'aider (militairement et diplomatiquement) à la réunification des trois cantons. Un accord a été conclu en octobre 2015 avec la création d'une nouvelle coalition militaire arabo-kurde, les Forces démocratiques syriennes (FDS), au sein desquelles les YPG représentent 75 à 80 % des combattants. Il est en effet plus séduisant de soutenir une telle coalition que le parti frère du PKK classé « terroriste » par la « communauté internationale ». La participation de supplétifs arabes et syriaques est d'ailleurs une nécessité pour s'emparer de zone non-kurdes et surtout de Raqqa, dont les 300 000 habitants ne voient pas forcément d'un bon œil l'arrivée de troupes kurdes. Début 2016, l'opération devient urgente car plus au sud c'est l'AAS qui se rapproche de la ville. Les États-Unis ont donc déployé 500 hommes qui participent aux combats aux côtés des YPG-FDS. Vu le poids économique et symbolique de la ville, il n'est pas indifférent qu'elle tombe aux mains de pro-Russes ou des pro-Américains.

A l'ouest, en février 2016, les YPG participent à l'offensive lancée par l'AAS et le Hezbollah au nord d'Alep contre plusieurs groupes « rebelles » dont Al-Nosrah afin de couper le stratégique corridor d'Azaz. L'opération est menée avec le soutien de l'aviation russe et l'aval des États-Unis¹². Plus au sud, où le prétexte d'unifier les cantons ne peut être invoqué, les YPG aident à plusieurs reprises les troupes d'Assad à parachever l'encerclement des quartiers « rebelles » d'Alep où vivent encore 200 000 habitants.

La collaboration entre les YPG et l'AAS n'est pas surprenante car la relation ambiguë entre l'administration de Damas et celle du Rojava remonte on l'a vu à 2011. Certains membres de l'opposition syrienne extérieure, y compris d'autres organisations kurdes, considèrent même tout bonnement le PYD comme un représentant du régime d'Assad. Ce qui caractérise le rapport YPG/AAS depuis le début de la guerre c'est avant tout une coexistence pacifique profitable à leurs

¹² Quelques jours avant l'offensive, le 31 janvier 2016, l'envoyé spécial du président Barack Obama, Brett McGurk, visitait Kobane et rencontrait les responsables du PYD et des YPG.

agendas respectifs. Mais tout comme l'alliance passée entre Afez el Assad et le PKK, celle entre Bachar el Assad et le PYD reste de circonstance et pourrait être brutalement rompue (d'autant qu'une partie des groupes rebelles sunnites qui ont rallié les FDS sont opposés à Assad). On le voit bien à Hasakeh et Qamishli, deux enclaves loyalistes au cœur du Rojava où *checkpoints* et combattants des deux camps se côtoient et où, depuis 2011 plusieurs accrochages ont eu lieu¹³. Les YPG auraient les moyens de s'en emparer mais la présence du régime sert leurs intérêts, l'aéroport de Qamishli assurant par exemple une liaison aérienne régulière entre le Rojava et le reste de la Syrie, permettant ainsi aux classes moyennes de la région (Kurdes et Arabes) de se rendre à Damas puis en zone loyaliste pour affaires, études, soins médicaux ou autres¹⁴. La conquête de ces deux villes par les YPG n'aura donc lieu qu'à la toute fin du conflit.

On ne sait plus trop aujourd'hui s'il faut encore parler du « Rojava » puisque à l'administration des trois cantons par le le PYD, a succédé en mars une simple « Région du Nord de la Syrie » autonome, aux contours flous et extensibles. Il s'agit d'apaiser les populations arabes ou chrétiennes pour qui l'hégémonie du PYD devient irritante (certaines localités arabes, comme Tell Abyad, ayant mal supporté leur rattachement à l'administration du canton de Kobane)¹⁵. Ce qui se profile c'est la création d'une région (de fait) autonome dans le nord de la Syrie, le long de la frontière turque, politiquement dominée par le PYD mais sous la protection militaire des États-Unis. Ces derniers ont sans doute promis à leur allié turc que cette région ne porterait pas le nom de... « Kurdistan ».

¹³ Dernier en date en mars 2016 : des heurts entre policiers kurdes et miliciens pro-Assad à un *checkpoint* dégénèrent en trois jours de combats, temps nécessaire pour que la tension redescende et que les officiers de chaque camp reprennent le contrôle de leurs troupes. L'arrivée d'officiers supérieurs, notamment russes, permet d'aboutir à un cessez-le-feu dans la ville et d'ouvrir des négociations sur l'échange de prisonniers et le retour aux positions antérieures.

¹⁴ Michel Korinman (dir.), *Daech. Menace sur les civilisations*, L'Esprit du Temps, 2015, p. 280-281.

¹⁵ Wladimir van Wilgenburg, « [Les Kurdes syriens cherchent à prendre Raqqa en s'alliant à une nouvelle force arabe](#) », *Middle East Eye*, octobre 2015.

4 / Classes en ruine

Et les prolétaires dans tout ça ? Nous en parlons en fait depuis le début, mais sous la forme de chair à canon. Il est vrai que, si l'on ne se trouve pas déjà engagé de force dans un camp, choisir le métier des armes est dans certaines régions une chance de survie économique. « *Tous les métiers disparaissant, il ne restait plus de choix aux jeunes hommes que de s'engager comme combattants* »¹⁶. Et une chance de survie « tout court » dans ces guerres où les civils paient un plus lourd tribut que les soldats. « *C'est vrai. Dans les guerres, le problème, c'est le civil. Si vous voulez rester vivant, mieux vaut prendre les armes* » (Gérard Chaliand).

Une économie en lambeaux

Il faut d'abord se rendre compte que l'économie du pays est ravagée, comme les villes et les zones industrielles et agricoles. Entre mars 2011 et fin 2015 la guerre aurait coûté à l'État syrien près de 250 milliards de dollars (perte de production économique, destruction ou endommagement de capital, dépenses militaires extra-budgétaires)¹⁷. Son PIB s'est contracté de 55 % entre 2010 et 2015. Les revenus des droits de douane et des impôts ont fondu, ceux liés au secteur pétrolier diminuant de 95 %. Le produit intérieur brut agricole a baissé de 60 % et les surfaces cultivables ont été réduites de 6 millions à 3,6 millions d'hectares, provoquant une hausse considérable des prix des produits agricoles pourtant subventionnés. En fait il n'y a plus de marché national, seulement plusieurs régions économiques aux échanges limités.

Avant-guerre, l'UE était le principal partenaire commercial du pays, mais les sanctions économiques qu'elle a infligées à la Syrie ont tout changé. Entre 2012 et 2013, les importations en provenance de Syrie vers l'UE ont chuté de 53 % et les exportations européennes vers la Syrie de 36 %. Globalement, les exportations et les importations ont respectivement diminué de 89 et

60 % entre 2011 et 2014. C'est la Chine qui est devenue le premier fournisseur de biens à la Syrie, suivie par la Turquie et la Fédération de Russie.

La part des salaires dans le revenu des Syriens est en baisse à cause de la fermeture de nombreuses entreprises : dès 2011, si des patrons ont délocalisé leurs usines vers des zones plus sûres (sur la côte) d'autres se sont installés à l'étranger (Égypte, Turquie, Liban). Dans certaines régions tenues par les rebelles, des usines entières ont été démontées, vendues au marché noir puis remontées en Turquie. « *Sur les 40 000 usines et ateliers qui fonctionnaient dans la province d'Alep, qui inclut à la fois la ville et ses environs, seules 4 000, soit 10 %, continuent de fonctionner. Environ 28 000 ont été partiellement ou entièrement détruites, alors qu'environ 8 000 autres usines ont été délocalisées en Turquie ou sur le littoral syrien, ou ont simplement arrêté de fonctionner* »¹⁸

Si la plupart des grands complexes industriels tels que raffineries, centrales électriques ou cimenteries semblent intacts, l'économie a perdu entre 2,1 et 2,7 millions d'emplois. Les salaires des fonctionnaires sont aujourd'hui la principale ressource pour les Syriens (y compris dans certaines zones rebelles).

Le taux de chômage était en 2015 de 55 %, celui des jeunes de 78 % (contre respectivement 12 et 30 % en 2011). Aujourd'hui 83,4 % des Syriens vivent sous le seuil de pauvreté (contre 28 % en 2010). Dans ce pays dévasté, la misère n'est compensée que par des petits boulots, l'établissement comme travailleurs indépendants, la débrouille, l'emprunt, la vente d'objets divers, etc. Beaucoup doivent leur survie à l'aide humanitaire, comme dans les quartiers loyalistes et autrefois « bourgeois » d'Alep de près d'un million d'habitants¹⁹.

Dans cette ville, 52 % des logements sont désormais inutilisables (principalement dans les quartiers informels). Une grande majorité de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, voire au sein de leur ville, doivent s'installer chez des particuliers en collocation ou chez des

¹⁶ Catherine Gouëset, « Syrie: cinq ans de guerre dans les faubourgs de Damas », *L'Express*, 15 mars 2016.

¹⁷ Jihad Yazigi, « La guerre continue à détruire, mais aussi à créer de nouvelles structures », *Le Commerce du Levant*, mars 2016.

¹⁸ Jihad Yazigi, « Que reste-t-il du tissu industriel syrien? », *Le Commerce du Levant*, mai 2016.

¹⁹ Laure Stephan, « Dans les quartiers ouest, une vie en sursis », *Le Monde*, 6-7 mars 2016.

proches, occuper des immeubles inachevés ou endommagés ou squatter des appartements vides. A Lattaquié, ville sûre, 82 % des réfugiés sont locataires, souvent en collocation du fait de la hausse des loyers.

En zones « libérées »

En référence à la « Révolution » avortée du printemps 2011, les opposants à Assad sont encore parfois appelés « révolutionnaires ». Certains utilisent le même adjectif pour qualifier le processus d'auto-organisation mis en place dans les zones dites « libérées » ou « semi-libérées », c'est-à-dire non contrôlées par l'AAS, l'EI ou les YPG.

Dans les régions d'où les troupes loyalistes ont dû se retirer, la survie quotidienne est prise en charge à partir de l'été 2012 par la population elle-même. Les nombreux partis politiques de l'opposition syrienne à l'étranger, tout comme les syndicats, étaient inexistantes dans le pays et n'ont pu encadrer le mouvement. Spontanément ou à l'initiative des réseaux de solidarité et de résistance constitués au printemps 2011, se forme une multitude d'associations, comités « populaires », « locaux » ou « de quartier », conseils locaux (regroupant des comités) ou municipaux (élus) qui vont assurer le fonctionnement des services publics vitaux ou gérer le ravitaillement. C'est ce que l'on va appeler les « institutions civiles », une auto-organisation qui, avec le temps, se transformera en auto-administration²⁰. Le fait que des comités aient eu un fonctionnement non hiérarchique basé sur l'entraide explique que certains aient pu y voir une influence libertaire²¹. Mais, heureusement, les anarchistes ne sont pas les seuls à s'organiser lorsqu'il s'agit de survivre.

Dans l'attente du retour d'une autorité, les administrateurs rebelles cherchent en fait à accomplir les tâches que l'État, absent de ces zones, ne peut effectuer. Les plus compétents pour remettre en route les services publics étant les anciens fonctionnaires, ils sont évidemment mis à

contribution, y compris parfois les policiers. C'est d'autant plus pratique que Damas continue souvent à verser leurs salaires.

« Il faut d'abord faire régner l'ordre et reconstituer, parfois en s'appuyant sur des agents expérimentés naguère en fonction, les services de police. Il faut réorganiser les tribunaux et recommencer à rendre la Justice. Il faut tenir à jour l'état-civil et fournir aux habitants les documents officiels dont ils ont besoin. Il faut permettre aux banques de fonctionner en toute sécurité. Il faut approvisionner les marchés malgré le blocus et les pénuries de carburant. Il faut faire fonctionner les boulangeries. Il faut organiser des centres de soin clandestins pour prévenir leur destruction par l'aviation du régime. Il faut apporter des secours aux familles nécessiteuses et aux parents de détenus. Il faut fournir abri et provisions aux réfugiés jetés sur les routes par la destruction de leurs maisons. Il faut collecter les ordures, entretenir la voirie, réparer les bâtiments indispensables. Il faut relancer les écoles. Etc., etc. »²²

Les premières institutions remises sur pied sont donc fréquemment la police et la justice²³. La création d'une police doit permettre d'assurer « la sécurité » en ces temps où des hommes en armes sont omniprésents. Réalité ou fantasme, il est significatif que circule la rumeur de la libération par Assad de milliers de prisonniers de droit commun au début du soulèvement. Une police efficace permet aussi d'éloigner hors de la ville les groupes armés encombrants qui, spontanément, veulent jouer ce rôle²⁴.

²⁰ « « Cessez-le-feu » en Syrie », *CQFD*, n° 142, avril 2016.

²¹ Notamment celle de l'anarchiste syrien Omar Aziz. Voir Leila Shrooms, « La base sociale de l'opposition civile syrienne », *avanti4.be*, octobre 2013 et Christophe Ayad, « Mort en détention de Omar Aziz, père des comités locaux de la révolution syrienne », *Le Monde*, 26 février 2013.

²² Ignace Leverrier, « La mise en place en Syrie des organisations de la société civile », Colloque Ilasouria.01, octobre 2013.

²³ Adam Baczko, Gilles Dorronsoro, Arthur Quesnay, *op. cit.*, p. 35. A noter que l'EI fait de même lorsqu'il s'empare d'une localité.

²⁴ Au printemps 2013, grâce au soutien financier des États-Unis et de l'UE, les policiers d'Alep ont bénéficié

En ce qui concerne les tribunaux l'enjeu est aussi politique pour la rébellion qui, combattant une dictature, se doit de rendre la justice justement. Mais comment faire, en particulier lorsque les magistrats ont fui, et sur quel droit s'appuyer ? Ce sont les cheikhs, les avocats et les étudiants en Droit qui sont au début mis à contribution. Si parfois on continue à appliquer le Droit civil syrien, et que d'autres optent pour le code de l'Union arabe (un droit civil et pénal basé sur la charia créé en 1996 par la Ligue arabe) c'est le plus souvent la Charia qui garde sa légitimité auprès de la population, surtout dans les campagnes²⁵.

Le maintien de l'ordre social existant (propriété privée, argent, salariat, etc.) et le rôle des classes moyennes rendent ce type de structures indispensable d'où, face au chaos, la nécessaire recherche d'une autorité, c'est-à-dire d'un monopole de la violence.

« Libéré » ne signifie pas forcément « démocratique », d'autant que l'organisation d'élections s'avère difficile. Le contrôle de ces institutions est un enjeu de pouvoir. Désignés, nommés ou élus, on retrouve ainsi aux manettes des multiples conseils beaucoup de personnalités issues du mouvement de 2011 (des classes moyennes), mais aussi des notables locaux, des représentants des structures claniques ou de groupes militaires locaux.

Dès l'automne 2012, l'opposition extérieure lance un processus d'intégration et de centralisation des institutions civiles et organise en Turquie des réunions de « grands électeurs ». De nombreux comités choisissent d'y adhérer afin de bénéficier du réseau de redistribution de l'aide humanitaire et financière internationale dont ils ont absolument besoin, les ressources locales étant taries par impossibilité de percevoir taxes et impôts.

Cependant, la priorité des financeurs allant toujours aux combattants, ces institutions vont devoir cohabiter avec de multiples groupes armés. Le monopole de la violence est en effet celui qui permet tous les autres.

Militarisation de la révolte

Au printemps 2011, Assad fait rapidement appel à

d'une formation délivrée par une société de sécurité privée britannique. Adam Baczko, Gilles Dorronsoro, Arthur Quesnay, *op. cit.*, p. 155.

²⁵ Adam Baczko, Gilles Dorronsoro, Arthur Quesnay, *op. cit.*, p. 36.

l'armée, qui en tant que corps lui reste fidèle²⁶, pour mener une violente répression. De modestes groupes armés d'autodéfense se constituent alors afin d'escorter les cortèges de manifestants. Mais avec l'afflux de déserteurs et l'abandon de certains territoires par le régime (notamment les zones rurales les plus pauvres faute de troupes disponibles), des groupes armés autonomes se constituent durant l'été à partir d'initiatives locales. Les combats se généralisent à la fin de l'année car ces groupes, qui se perçoivent comme la préfiguration d'une nouvelle armée nationale, se créent un peu partout. C'est seulement plus tard, à partir de 2012, que l'opposition extérieure tentera de les coordonner en une véritable armée, l'Armée syrienne libre (ASL), mais ce sera un échec.

Ce passage à la lutte armée, qui devient rapidement une militarisation, ne fait pas l'unanimité. La violence ne risque-t-elle pas de discréditer le mouvement ? Dans plusieurs villes, Homs par exemple, ce débat reflète en partie l'opposition entre les habitants des quartiers populaires et ruraux (plus « pratiques ») et les élites urbaines composées d'étudiants et de professions libérales, lesquelles dirigeaient les manifestations pacifistes. La militarisation est vécue par beaucoup d'entre elles comme une dépossession de la révolution²⁷ (malgré des exceptions, comme l'Université d'Alep qui crée son propre groupe armé).

Si la plupart des combattants sont issus des milieux populaires et ruraux, la composition du commandement est plus complexe car la guerre redistribue en partie les cartes. Les compétences, la bravoure, la capacité de se procurer des armes comptent, donnant une place privilégiée aux officiers déserteurs. Mais si une position de notabilité avant-guerre ne suffit pas à faire un chef militaire, elle s'avère un atout, tout comme la (bonne) appartenance tribale. Autre critère, l'apport financier initial, qui explique le rôle dirigeant d'artisans, de cheikhs ou de trafiquants, car récupérer les armes de l'AAS n'est ni simple ni suffisant, et créer et entretenir une unité, même à effectif réduit, nécessite d'importantes ressources. Une balle de 7,62 (pour AK47) pouvait au début du conflit coûter jusqu'à deux dollars. D'où des anecdotes surprenantes, celle par exemple du commerçant qui vend l'ensemble de ses biens pour

²⁶ Contrairement aux armées tunisienne et égyptienne très proches des pays occidentaux.

²⁷ Adam Baczko, Gilles Dorronsoro, Arthur Quesnay, *op. cit.*, p. 127, 286-287.

équiper et salarier une unité de 30 hommes durant trois mois...²⁸ Période durant laquelle il s'agira de trouver des sponsors en publiant sur *Youtube* ses exploits.

Et c'est bien parce que l'opposition extérieure s'est montrée incapable de financer ces groupes, en particulier de verser des soldes, qu'aucune coordination n'a été possible et que les hommes en armes ont dû trouver par eux-mêmes l'argent nécessaire, sur le terrain ou à l'étranger. D'où rapidement la compétition et les rivalités, avant même les affrontements.

Et si un groupe prend de l'ampleur, son budget fait de même. Prédation, contrôle et taxation des flux, etc., sont le fruit d'une « *logique d'accumulation de la puissance militaire* », d'une recherche de monopole, car tant qu'un groupe ne l'a pas obtenu le chaos règne dans le secteur et l'économie en pâtit. Dans les zones pétrolifères, les revenus des entrepreneurs locaux leur permettent d'entretenir assez de combattants pour repousser la plupart des intrus et protéger leurs installations²⁹.

On comprend l'avantage que prendront les groupes disposant de ressources et soutiens extérieurs car une telle militarisation aurait été impossible sans aides étrangères, celle notamment des monarchies du Golfe et, dans une moindre mesure, des pays occidentaux (la France, malgré l'embargo imposé par l'UE, livre des armes à certains groupes dès 2012). Si l'opposition extérieure a été au début réticente, une partie de la bourgeoisie syrienne, comptant sur un soutien international, voire une intervention militaire contre Assad, a fait fonctionner réseaux et contacts et poussé à la militarisation

Les groupes armés un tant soit peu pérennes, car disposant de leur autonomie financière, vont renâcler à se soumettre aux autorités civiles, d'autant plus s'ils viennent de zones rurales et sont mal accueillis par les citoyens³⁰. Ils ont au contraire tendance à se poser en gestionnaires en se dotant d'une branche politique. D'où, là aussi, le poids grandissant de ceux bénéficiant d'un soutien extérieur, celui par exemple des Frères Musulmans, et dont les capacités de gestion du quotidien sont supérieures à celles de leurs rivaux. De plus, leur aisance financière fait qu'ils sont

moins tentés de pratiquer racket, pillage et rançonnement, et sont donc mieux perçus par la population (c'est le cas d'Al Nosra ou de l'EI).

On ne passe évidemment pas de groupes autonomes de déserteurs constitués spontanément à un chaos généralisé où des centaines de milices, fréquemment islamistes et subventionnées par l'étranger, s'affrontent en des coalitions mouvantes et temporaires aussi rapidement que nous le résumons ici. Mais, dès l'automne 2012, s'amorce une compétition entre les groupes se revendiquant plus ou moins de l'ASL et ceux qui annoncent vouloir instaurer une administration islamique en Syrie ; excepté dans le sud ce sont ces derniers qui dominent. La situation empire à partir du printemps 2013 du fait de l'intervention d'acteurs extérieurs.

Sens dessus dessous ?

Bourgeois et prolétaires ne sont pas égaux devant la mort, ni devant la guerre mais, dans les deux cas, une dose d'incertitude est toujours au rendez-vous.

Combats et bombardements concernent avant tout les quartiers prolétaires des villes syriennes, notamment ces quartiers périphériques dits « informels » où les victimes de la crise et de l'exode rural s'entassaient avant-guerre et qui ont été des foyers de révolte en 2011. Les centres-villes et les quartiers bourgeois étant eux généralement du côté loyaliste, ils ont au moins échappé aux plus violents bombardements.

Ici certains ont plus que leur vie à y perdre. Les membres des classes moyennes propriétaires de biens immobiliers par exemple ou bien les artisans et commerçants, peuvent se trouver déclassés en un instant à cause de la maladresse d'un pilote de Soukhoï. La dévaluation de la livre syrienne n'a ruiné que les petits épargnants, non les bourgeois titulaires de comptes à l'étranger.

Si certaines familles perdent leurs avoirs, des profiteurs de guerre prospèrent, trafiquent et investissent. Un chef de guerre devient aisément chef d'entreprise. Les hiérarchies se remodelent, très partiellement.

C'est surtout une minorité des classes moyennes syriennes impliquées dans les protestations de 2011 qui tire profit des nouvelles institutions et se retrouve aux postes de responsabilité. Grâce à leur niveau scolaire et à leurs compétences techniques,

²⁸ *Ibid*, p. 132.

²⁹ *Ibid*, p. 308.

³⁰ Voir « Califat et Barbarie. Deuxième partie : de l'utopie », décembre 2015. Chapitre intitulé « L'enfant caché du Printemps ? ».

de nouveaux cadres émergent, plus expérimentés, plus âgés que ceux qui animaient le mouvement en 2011 (à Idlib il faut par exemple disposer d'un diplôme universitaire pour être élu)³¹. Le rôle des membres des classes moyennes est central du fait de l'absence des anciennes élites qui ont rapidement fui à l'étranger ou vivent dans les secteurs loyalistes. D'anciennes familles dominantes, marginalisées par le régime baasiste, font par contre leur retour sur le devant de la scène politique. « *Dans ce contexte d'isolement croissant des individus, une minorité voit son capital social s'accroître du fait de son appartenance aux réseaux protestataires [...] Il reste que le capital antérieur des acteurs détermine assez largement la distribution des positions de pouvoir au sein des nouvelles institutions. Tandis que les ruraux et les classes populaires jouent un rôle dominant dans les institutions militaires, les classes moyennes s'imposent dans l'administration civile renaissante et les élites dans les institutions de représentation à l'extérieur de la Syrie* »³².

L'accord de cessation des hostilités entré en vigueur en février, redonne dans ces zones un peu de place aux civils. Médias bourgeois et militants ont vite annoncé la reprise dans plusieurs villes des manifestations anti-Assad du vendredi. Comme si, après cinq ans d'interruption, la « révolution » syrienne pouvait tranquillement reprendre son cours. On est en fait bien loin des foules qui emplissaient les avenues en 2011, les rassemblements ont été particulièrement modestes, par exemple 200 manifestants à Alep (sur 200 000 habitants des quartiers rebelles) et ne se sont pas répétés. Il est vrai que dans certaines villes ils ont entraîné des tensions, voire des affrontements, avec les groupes armés locaux comme Al Nosra. Rien d'étonnant si l'on repense à l'opposition entre urbains et ruraux, les groupes islamistes armés représentant la « *culture conservatrice de la partie rurale* »³³.

Alors qu'en 2011 les femmes occupaient généralement une place spécifique dans les cortèges (au centre où à l'arrière), elles sont complètement absentes des récentes manifestations³⁴. Si au départ, pour certaines

femmes, l'implication dans la « révolution » a pu être un moyen de s'affranchir des normes sociales (pour d'autres cela a été le veuvage), l'arrivée tardive des religieux au travers de l'administration judiciaire, et leur poids politique y ont mis un frein.

Le soulèvement prolétarien de 2011 a été rejoint et pris en main par les classes moyennes. La guerre leur avait coupé toute perspective mais, aujourd'hui, tout pour elles paraît redevenir possible. Les prolétaires, eux, étaient fort mal placés pour tirer profit de ces années de guerre civile. Ils risquent de l'être tout autant si la paix revient.

³¹ *Ibid*, p. 282.

³² *Ibid*, p. 278.

³³ « « Cessez-le-feu » en Syrie », *op. cit.*.

³⁴ Voir par exemple

<https://syriafreedomforever.wordpress.com>, un site anti-Assad qui compile photos et vidéos de plusieurs

_____ villes.

5 / Sur la route des prolétaires

Sur une population syrienne estimée à 22 millions en 2015, 6,5 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays (dont 1,7 millions vivant actuellement dans des camps), et 6 millions officiellement enregistrées dans les pays voisins (Égypte, Irak, Jordanie, Liban et Turquie)³⁵. A noter qu'après 2003, des centaines de milliers d'Irakiens (peut-être 1,5 million) avaient déjà trouvé refuge en Syrie. Ce serait selon l'ONU « *la plus grande crise humanitaire du monde depuis la Seconde Guerre mondiale* ». Si de nombreux réfugiés ont tenté de rejoindre l'Europe depuis 2011, la « *crise des migrants* » de 2015 bat tous les records³⁶, le continent n'ayant pas connu de mouvements de population d'une telle ampleur depuis l'immédiat après-guerre (1945-1947). Ce sont néanmoins les pays voisins de la Syrie qui « accueillent » le plus de réfugiés.

La Turquie abrite ainsi sans doute plus de 3 millions de réfugiés syriens, dont 10 à 15 % dans des camps proches de la frontière syrienne, et des centaines de milliers à Istanbul. Comme il n'y a pas d'obligation de visa pour les Syriens, seule une minorité bénéficie d'un statut de réfugié donnant droit à un permis de travail, et la majorité recourt donc à l'économie informelle (fin 2015, 400 000 réfugiés syriens travailleraient illégalement dans le pays). Mais la Turquie n'est souvent qu'une étape pour les migrants à destination de l'Europe.

Le Liban, qui comptait initialement 4 millions d'habitants, a officiellement reçu en 2016 1,2 million de Syriens, mais plus vraisemblablement 2 millions. Comme juridiquement aucun camp de réfugiés n'y existe, ils doivent s'entasser à plusieurs familles dans des logements précaires, des abris rudimentaires, des garages ou sous des tentes. La moitié d'entre eux occupent un emploi non qualifié ou peu qualifié dans la construction, le gardiennage et l'agriculture, de manière illégale pour la quasi-totalité. Ces trois secteurs employaient déjà beaucoup de Syriens et

³⁵ ONU & Université Saint Andrews, *Syria at War: Five Years On*, 2016, 36 p.

³⁶ Les différents organismes tentent d'établir une différence entre réfugiés (fuyant la guerre et relevant de la Convention de Genève) et migrants économiques (recherchant du travail) alors que les deux se couplent souvent. La distinction est donc purement juridique, varie en fonction des pays et permet de diviser et trier les immigrés.

d'immigrés avant-guerre, et ce sont eux qui pâtissent de la baisse des salaires due à la situation : le revenu mensuel moyen d'un ouvrier syrien est d'environ 38 % inférieur au salaire minimum libanais (450 dollars)³⁷.

La montée d'une xénophobie anti-syrienne et les conflits entre réfugiés s'ajoutant à la fragilité économique et sociale du pays et aux attentats, le risque est grand de voir déborder le conflit syrien sur son petit voisin.

Deutschland über alles

Pour l'Europe, les chiffres sont incertains, notamment en raison de la mobilité des migrants. Près de 1,3 million de réfugiés ont déposé en 2015 une « *demande de protection internationale* » dans un État de l'UE, plus du double de l'année précédente. Entre la moitié et le tiers d'entre eux seraient Syriens (au moins 400 000, soit deux fois plus qu'en 2014), 20 % Afghans (autour de 180 000, quatre fois plus qu'en 2014) et 10 % Irakiens (120 000 soit sept fois plus). Mais au delà du nombre, ce qui va susciter bien de l'intérêt ce sont les qualités et qualifications supposées de ces migrants.

En septembre 2015 le Président du MEDEF, juge ainsi que « *les migrants sont un atout pour la France* » car ils « *ont souvent un fort niveau d'éducation, sont la plupart du temps jeunes, formés et n'ont qu'une envie, vivre en paix et pouvoir élever une famille* ». Le Ministre de l'Économie, déclare que l'afflux de réfugiés constitue une « *opportunité économique, parce qu'il s'agit de femmes et d'hommes qui ont aussi des qualifications remarquables* ». Mais les migrants « boudent » la France qui a mauvaise réputation du point de vue de l'accueil ou de l'économie. Seuls 10 000 réfugiés syriens ont été accueillis depuis 2011 et en 2015, environ 5 000 y ont fait une demande d'asile, soit 1,3 % des demandes déposées en Europe.

Chacun le sait, les migrants veulent dans leur très grande majorité rejoindre l'Allemagne, qui a enregistré plus d'un million de demandeurs d'asile en 2015³⁸. Un engouement populaire s'est

³⁷ Jeanine JALKH, « Réfugiés syriens : le risque de l'effet boomerang », *L'Orient le Jour*, 30 juin 2016.

³⁸ Selon une étude réalisée par le Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR) entre avril et septembre 2015 auprès des Syriens arrivant sur le sol européen, 50 % veulent

manifesté chez une partie des Allemands pour dire « *willkommen !* » mais, bien qu'animés de bons sentiments, beaucoup soulignaient que ces réfugiés n'étaient pas des immigrés comme les autres, qu'ils étaient tous très qualifiés, éduqués et déjà bilingues. A preuve, tous les migrants interrogés par les journalistes parlaient un parfait anglais et étaient avocats, ingénieurs ou enseignants... Des remarques qui s'avéreront pratiques lorsque quelques mois plus tard il s'agira de faire le tri entre bons et mauvais arrivants. Mais, au-delà du déploiement d'arguments moraux, le débat sur l'accueil des migrants en Allemagne les a surtout considérés comme une force de travail potentielle sinon providentielle.

Accueil et rentabilité

L'Allemagne est en effet confrontée depuis des années à une pénurie de main d'œuvre et à des difficultés démographiques comme le vieillissement de la population et une faible natalité. A la rentrée scolaire de 2015, 80 000 postes d'apprentis sont restés non pourvus dans un pays qui compte un million d'emplois vacants notamment dans l'artisanat.

Pour beaucoup de « spécialistes » la solution réside dans l'immigré, d'autant qu'il offre l'avantage d'être *déjà* en âge de travailler, donc de réduire les coûts de reproduction de la force de travail : « *l'entretien et l'éducation d'un être humain pendant les vingt premières années de sa vie coûtent environ 200 000 euros* »³⁹. Mais de 2000 à 2010 le solde migratoire est resté négatif en Allemagne, le nombre de demandeurs d'asile n'ayant recommencé à augmenter qu'à partir de 2008. En 2014, le pays a enregistré un solde migratoire de 550 000 personnes, sur 1,46 million d'arrivées dans le pays. Il s'agit donc de trouver les bons immigrés, mais aussi de les garder.

Experts et enquêteurs vont donc chercher à savoir si le fameux « médecin syrien » est bien représentatif de ces « nouveaux » migrants. En réalité, leur profil varie en fonction des périodes et

aller en Allemagne et seulement 0,4 % en France. Ces chiffres sont évidemment à prendre avec toutes les pincettes nécessaires d'autant que les réfugiés ont sans doute vite compris que les humanitaires étaient aussi des auxiliaires de police. UNHCR, *Syrian Refugee Arrivals In Greece*, 2015, 15 p.

³⁹ Wildcat, « Migration, réfugiés et force de travail », *Échanges*, printemps 2016.

des destinations. Les premiers à partir sont théoriquement les plus qualifiés, du moins ceux susceptibles de trouver rapidement un travail et de l'argent, et donc de faire ensuite venir leur famille. Pour l'ONU, environ la moitié des réfugiés syriens sont âgés de moins de 17 ans, mais les autres sont « *dans leurs années productives* » (rappelons que l'apprentissage commence à 15 ans outre-Rhin). Selon le HCR, ceux qui atteignent l'Europe sont majoritairement des jeunes hommes célibataires ayant une formation secondaire ou supérieure⁴⁰.

A l'automne 2015, c'est d'abord avec satisfaction que le patronat allemand a accueilli la « crise des migrants ». Le PDG de Daimler annonce vouloir recruter directement dans les centres d'accueil : « *La plupart des réfugiés sont jeunes, bien formés et très motivés. C'est exactement le genre de personne que nous recherchons* ». Selon des chercheurs proches du patronat « *il y a une nouvelle qualité dans l'accueil par rapport aux précédentes vagues d'immigration, où nous n'avions pas cherché à retenir les gens. Aujourd'hui, on veut intégrer les travailleurs à long terme et on fait beaucoup plus pour l'intégration.* »⁴¹

Le patronat allemand insiste en réalité depuis plusieurs années auprès du gouvernement afin qu'il simplifie et facilite les démarches d'accueil et de régularisation. Il réclame en particulier la règle dite du « 3+2 » : l'assurance qu'un demandeur d'asile en formation pourra rester en Allemagne les trois années de sa formation, suivies de deux années permettant à son employeur de rentabiliser l'investissement engagé⁴².

En novembre 2014, sous la pression du patronat, le temps de séjour nécessaire aux réfugiés pour travailler légalement passait de neuf à trois mois mais aujourd'hui la Fédération allemande des industries (BDI équivalent du MEDEF) voudrait que cette période soit à nouveau réduite. En août 2015, le délai pour accéder aux aides à la formation a été raccourci de 4 ans à 15 mois.

⁴⁰ 81 % seraient des hommes, 69 % âgés entre 18 et 35 ans et 86 % auraient un niveau bac et études supérieures. Données discutables, comme on va le voir. Et 58 % disent leur intention de faire venir leur famille dans leur pays d'accueil. UNHCR, *op. cit.*

⁴¹ Cécile Boutelet, « En Allemagne, les patrons souhaitent faciliter l'embauche des réfugiés », *Le Monde*, 9 septembre 2015.

⁴² « L'afflux de migrants profite aux patrons allemands », *Le Temps*, 2 septembre 2015.

Autre « obstacle » à éliminer celui d'une sorte de « préférence nationale » obligeant de soumettre l'embauche d'un requérant à l'Agence pour l'emploi censée vérifier qu'aucun candidat allemand ou membre de l'UE ne peut prétendre à ce travail. Ce dispositif a été considérablement allégé depuis novembre 2015 et, de plus, l'Agence pour l'emploi diffuse une brochure expliquant aux entreprises comment contourner la législation, par exemple en recourant à des stages ou des formations⁴³. En avril 2016, cette règle a été suspendue pour trois ans.

Bémols et malentendus

Les migrants syriens, pour nous limiter à eux, fuient la guerre, tentent de survivre, ont parfois tout perdu, rêvent de refaire leur vie et, pour les plus optimistes, de retourner un jour dans une Syrie pacifiée. Ce qui est certain c'est qu'ils n'ont pas parcouru des milliers de kilomètres par plaisir, par goût du nomadisme, pas pour « remplacer » ou revivifier un prolétariat européen que certains jugent trop bien nourri et trop soumis, ni pour résoudre le problème de main d'œuvre du patronat allemand. Et ce dernier, aussi puissant soit-il, n'a pas fomenté des guerres pour en tirer de nouveaux prolétaires, il profite plus prosaïquement de cette situation. Le flux de migrants n'est pas un don du ciel, juste le fruit de carnages.

Entre les enquêtes et la réalité il y a comme un écart. Le premier obstacle à l'employabilité rapide des migrants est leur méconnaissance complète de la langue, parfois même de l'alphabet latin. Pire, bon nombre d'entre eux se révèlent même analphabètes. S'y ajoute la question des diplômes et de leur équivalence, du moins lorsqu'ils en possèdent car, selon certaines études, 80 % d'entre eux sont en fait en dessous du niveau et de la formation d'un simple OS allemand⁴⁴.

Les intégrer au marché du travail s'annonce difficile, mais le patronat se dit prêt à investir dans leur formation, prudemment car les réfugiés ont seulement un titre de séjour de trois ans, c'est-à-dire le temps nécessaire à leur mise à niveau. « *Chez Daimler, 40 demandeurs d'asile ont entamé un stage au mois de novembre [...]. Chaque jour, ils suivent pendant deux heures et demie une formation dans les ateliers de*

⁴³ Cécile Boutelet, *op. cit.*

⁴⁴ Pascal Hugues, « Réfugiés : un miracle économique pour l'Allemagne ? », *Le Point*, 1er février 2016.

production et enchaînent avec trois heures et demie de cours d'allemand. D'autres cours de ce type devraient commencer cette année. Le groupe annonce que plusieurs centaines de demandeurs d'asile devraient pouvoir bénéficier d'un tel programme en 2016. Les salariés du groupe sont encouragés par la direction à participer à un système de parrainage permettant l'intégration des nouveaux venus. »⁴⁵

Cette politique d'accueil a le soutien de la BDI et de l'Assemblée des chambres de commerce mais laisse dubitatifs certains patrons, en particulier ceux des fédérations du BTP ou des Machines-outils⁴⁶. Il faudra en effet du temps et beaucoup d'argent, les experts l'ont calculé : la productivité moyenne d'un réfugié étant inférieure à celle d'un salarié allemand, avant qu'il produise plus qu'il ne coûte à l'État, il s'écoulera entre 5 et 7 ans⁴⁷. A moyen ou à long terme, 4 à 10 ans en fonction des scénarios, l'intégration réussie des réfugiés apportera des bénéfices nets. Pourtant l'ONU se veut rassurante : si seule une minorité s'insère dans l'économie, « *l'investissement est rentable* »⁴⁸.

Pour l'instant la prudence règne car entre l'automne 2015 et juin 2016, seuls 54 réfugiés ont été embauchés au sein des 30 entreprises de l'indice Dax ! Par contre 131 000 se sont inscrits à l'Agence fédérale pour l'emploi, et les trois-quarts sans formation professionnelle⁴⁹. Il semble toutefois que Daimler finance la formation de réfugiés afin de les répartir par la suite chez certains de ces sous-traitants⁵⁰.

En attendant, il se dit que les réfugiés ne doivent pas sombrer dans l'oisiveté. D'autant que la logistique de leur accueil qui incombe en dernière instance aux municipalités, repose en grande partie sur des bénévoles qui avec le temps se font rares. Le gouvernement a donc décidé d'autoriser les demandeurs d'asile à « bénéficier » des fameux *ein euro jobs* (travaux d'intérêt général rémunérés à

⁴⁵ La Deutsche Bahn et Siemens ont lancé des programmes similaires. Pascal Hugues, *op. cit.*

⁴⁶ Jean-Philippe Lacour, « Migrants : l'enthousiasme des industriels allemands retombe », *Les Echos*, 20 octobre 2015.

⁴⁷ Pascal Hugues, *op. cit.*

⁴⁸ ONU & Université Saint Andrews, *Syria at War: Five Years On*, 2016, 36 p.

⁴⁹ « Les réfugiés en Allemagne restent aux portes du Dax », *Les Échos*, 5 juillet 2016.

⁵⁰ Pascal Hugues, *op. cit.*

1,05 € de l'heure et réservés à ceux qui vivent de l'équivalent du RSA) pour qu'ils effectuent les tâches liées à leur propre accueil (nettoyage des lieux d'hébergement, cuisine, etc.). Les réfugiés n'ont en effet pas le droit d'occuper des emplois et de travailler dans des formes classiques tant qu'ils ne sont pas reconnus officiellement comme bénéficiant de l'asile. C'est donc un moyen de contourner ces difficultés. Depuis avril 2016, 4 000 migrants travaillent dans les 75 centres d'hébergement de Berlin, 9 000 en Bavière et le gouvernement a décidé de créer 100 000 postes de ce type (dont seront exclus les migrants issus de pays classés sûrs, l'Albanie ou le Kosovo par exemple).

Outre, dans un premier temps, une inévitable augmentation du chômage quelles conséquences aura l'arrivée soudaine d'un million de nouveaux prolétaires ? Pour les experts onusiens, l'incidence sur les salaires et l'emploi des travailleurs autochtones devrait être « *petite ou inexistante* », avec certes « *une certaine pression sur les emplois à faible valeur ajoutée et les salaires les plus bas* »⁵¹. Un syndicaliste soulignait en avril dans la presse que les personnes touchées le plus fortement par le chômage et le sous-emploi sont les moins qualifiés et que les nouveaux réfugiés ont également tendance à appartenir à ce groupe. Le plus probable, c'est une mise en concurrence accrue d'un précaire de plus en plus segmenté (ne serait-ce que par le traitement différencié des migrants) et l'augmentation de fractures racistes (y compris entre migrants de fraîche date et immigrés installés depuis longtemps) dont profitera le patronat.

Car l'éloge de la *Willkommenskultur*, cette « culture de bienvenue » qui serait spécifique à ce pays, et les images de migrants accueillis par des Allemands souriants, ont masqué un autre phénomène, la montée depuis quelques années de la xénophobie, avec des attaques contre des centres de demandeurs d'asile, ou les imposantes manifestations à l'initiative de PEGIDA dans l'ex-Allemagne de l'Est. Les agressions de la nuit du Nouvel An à Cologne et dans d'autres villes allemandes ont sans doute contribué au revirement d'une partie de l'opinion⁵². Depuis, la thématique

⁵¹ ONU & Université Saint Andrews, *Syria at War: Five Years On*, 2016, 36 p.

⁵² Seule une minorité des suspects interpellés est originaire de Syrie. Sur cet événement lire le *Bulletin* n° 9 (février 2016) de Mouvement Communiste,

anti-réfugiés adoptée par le parti eurosceptique AfD (*Alternative für Deutschland*) lui a permis de réaliser une poussée importante aux élections régionales de mars dernier.

L'épisode « *crise des migrants* » est provisoirement passé et les flux de réfugiés sont en net recul (92 000 entrées en Allemagne en janvier 2016, 16 000 en juin). La fermeture de la « route des Balkans » et l'entrée en vigueur de l'accord entre l'UE et la Turquie l'expliquent en partie.

Aux frontières du réel ?

« Stop ! ». Tel est le message implicite lancé en mars dernier par le patron des patrons allemands et son homologue français dans une tribune commune, exigeant une « *initiative rapide* » européenne, les flux de réfugiés devant « *être ramenés sous contrôle et sensiblement réduits* ». L'accord conclu le 18 mars 2016 entre l'UE et la Turquie doit leur donner satisfaction. En échange de quelques milliards d'euros, d'une libéralisation des visas et d'une reprise des négociations sur son adhésion à l'UE, Ankara contrôle désormais les migrants sur son territoire.

On le voit, la « Forteresse Europe » est avant tout (et pour l'instant) un phantasme pour gauchistes et fascistes car l'économie de l'UE a besoin chaque année de centaines de milliers d'immigrés. Pour les États membres, par définition au service des capitalistes, il s'agit surtout de réguler les flux existants. Assez cyniquement, car la mort est au rendez-vous, les obstacles sur la route des migrants agissent comme un filtre ne laissant idéalement passer que « *des candidats en bonne santé physique et mentale, disposant d'argent et de ressources personnelles ou familiales, et fortement motivés* »⁵³. Or, l'agence Frontex qui est au centre d'un dispositif censé coordonner l'action de garde-côtes s'est montrée en 2015 assez inefficace à en croire les gouvernants. Il a été nécessaire de mobiliser les ONG et de sympathiques jeunes humanitaires pour participer au tri et au fichage des migrants dans les camps de Grèce. Ces fameux « *centres d'enregistrement et d'identification pour les réfugiés* », les « *hotspots* », servent en particulier à séparer migrants économiques et

« Cologne : les attaques contre les femmes sont le produit du patriarcat et font le jeu des racistes anti-immigrés ».

⁵³ Wildcat, *op. cit.*

réfugiés, les premiers voués à l'expulsion, les seconds à l'hospitalité, en un mélange bien compris de fermeté et de charité. L'action des ONG permet aussi de maintenir l'aide apportée par les populations locales dans un stricte cadre de charité et de compassion et non, éventuellement, celui d'une solidarité entre prolétaires.

Que faire ensuite des migrants ? Le problème est que les États ont des intérêts, des taux de chômage et des besoins de main-d'œuvre différents... et qui ne coïncident pas forcément avec les souhaits, les rêves, les possibilités ou l'inventivité des migrants (le monde est mal fait). Répartir et relocaliser les réfugiés est un casse-tête. La Pologne ne veut par exemple pas de migrants mais le Portugal souhaiterait lui en recevoir environ une dizaine de milliers pour repeupler certaines régions agricoles⁵⁴.

Le nécessaire contrôle des flux de migrants s'est vu compliqué par l'utilisation des réfugiés comme arme diplomatique (par la Grèce ou surtout la Turquie ouvrant ou fermant « les vannes » pour faire pression sur l'UE) ou comme arme de guerre (provoquer la fuite de civils pour saturer de réfugiés les territoires adverses et les déstabiliser, ainsi que l'a fait Assad contre la Turquie).

La « crise des migrants » de 2015 n'aura peut-être été qu'un test grandeur nature en prévision des prochaines décennies, peu concluant car marqué par une perte de contrôle, une gestion improvisée, des décisions dans l'urgence et surtout l'inadéquation des dispositifs actuels. Frontex va donc être remplacé par une nouvelle Agence européenne de garde-côtes et des frontières aux pouvoirs renforcés, autorisée désormais à imposer la présence de ses unités à tout État de l'UE. ⁵⁵ Il y a de la réforme des politiques migratoires dans l'air.

⁵⁴ Julia Mourri, « Le Portugal veut accueillir plus de migrants: les réfugiés aident au développement du pays », *leplus.nouvelobs.com*, 23 février 2016.

⁵⁵ Charles de Marcilly, « Crise des réfugiés : l'UE face aux défis migratoires », *Diplomatie*, n°31, février-mars 2016.

6 / Du rêve de révolution

Quel lendemain attend la Syrie ? En tout cas, géants du BTP et industriels s'y préparent. L'ONU estimant le coût des destructions de logements et infrastructures à 90 milliards de dollars (79 milliards d'euros), le chantier de reconstruction sera immense. Les projets de pipeline et de gaz off-shore vont ressortir des cartons. Mais qui sera le mieux placé, et comment se répartir le marché ? En fonction de zones d'influence ?

Dans le pays même, la guerre a réglé de manière sévère le problème du prolétariat surnuméraire, mais c'est sans compter les dévastations, les usines détruites, déplacés, démontées et volées. Faudra-t-il en fin de compte importer de la main d'œuvre ? D'autant que depuis 2011 l'éducation et la formation professionnelle n'ont pas été la priorité de Damas, et qu'une partie de la force de travail, probablement la mieux qualifiée et éduquée, s'est exilée. L'archevêque d'Alep l'a évoqué de son point de vue, celui des chrétiens syriens, mais son jugement vaut pour les autres « communautés » : *« Avec l'arrivée de centaines de milliers de réfugiés en Europe, j'ai peur de l'avenir. Je sens comme si une déportation de notre population était organisée, surtout de notre population productive, ceux qui pouvaient reconstruire le pays et l'Église. C'est la classe moyenne, la charnière et la colonne vertébrale de notre société, qui est en train d'être absorbée »*⁵⁶.

Quant aux prolétaires, ils ont sans doute été trop massacrés, divisés, confessionnalisés et communautarisés pour qu'on puisse espérer d'eux un sursaut dans les prochaines années. Les temps de guerre offrent parfois des possibilités de rupture radicale grâce à la fragilité et à l'effondrement de l'État, comme en 1871 à Paris, en 1917 en Russie et en 1918 en Allemagne, mais la guerre civile étouffe bien souvent (sinon presque toujours) les perspectives.

Faudrait-il malgré tout positiver ? En cherchant bien ? Il est certes réconfortant d'avoir des héros, de l'espoir, une croyance, mais de là à sauter sur sa chaise comme un cabri en disant « La révolution ! La révolution ! »... Et d'essayer de se convaincre et de convaincre que ce qui se passe est « très intéressant ». Parce que « des gens » font « quelque chose ». La propagande est toujours une activité navrante mais ici, dans les champs de

⁵⁶ RTL 30 janvier 2016.

ruines syriens qui sont pour lui le summum de l'urbanisme, le militant européen désillusionné est à la recherche de cette pépite qui prouverait qu'il a raison, que le filon existe. Le terme « révolution » a été utilisé pour décrire tel ou tel processus en cours en Syrie, mais souvent par des militants ou des journalistes qui n'y voient que le synonyme d'une « vraie » réforme. Parfois par d'autres, plus habitués d'une critique radicale et qui savent pourtant que les mots ont un sens. Erreur lexicale ? L'état du prolétariat en France, le désenchantement, le prisme déformant et hypnotique de l'AK47 sont-ils des explications suffisantes ?

Autogérer la survie dans une ville en ruine, les armes à la main, tout en singeant la société écroulée... Nous ne mettrons pas le mot « révolution » sur ce cauchemar.

Pourquoi la révolte prolétarienne de Syrie a-t-elle échoué en 2011, tout comme la « révolution » démocratique qui l'a suivie ? Est-ce uniquement à cause de phénomènes exogènes ? Pourquoi, face au délitement de l'État, cherche-t-on à le suppléer, à préparer/faciliter son retour. Pourquoi l'activité minimale d'une population livrée à elle-même dans la guerre – se débrouiller pour survivre – s'écrase-t-elle sur le mur de la réalité ? Faire reculer l'État est nécessaire mais insuffisant, rétablir la « normalité » c'est préparer son retour. Trouver son idéal de révolution dans les limites même de ce type de processus, c'est se condamner à des échecs cuisants, par exemple quant aux questions du rapport à la violence, à la militarisation ou au pragmatisme⁵⁷. Nous ne savons évidemment pas comment, concrètement, les prolétaires aboliront les classes, nous n'avons pas de modèle. Mais peut-être un jour serons-nous à notre tour confrontés à l'apocalypse (la révélation), et prétendrons-nous à un minimum d'utilité, comme par exemple en poussant à une sortie du chaos *par le haut*, en tentant d'en finir avec l'État, l'armée, l'argent, le salariat, etc. Il faudra pour cela que nous ayons, *au moins*, des rêves un peu plus ambitieux.

Tristan Leoni, juillet 2016

⁵⁷ Penser par exemple qu'une alliance « provisoire » avec ces jeunes gens si doués au combat (djihadistes d'Al Nosra ou *Navy seals*) ne prête pas à conséquences.

CONSEILS BIBLIOGRAPHIQUES

« Califat et Barbarie. Première partie : *de l'État* », novembre 2015.

« Califat et Barbarie. Deuxième partie : de l'utopie », décembre 2015.

G.D., « Brouillards de guerre », juin 2016.

Adam Baczko, Gilles Dorronsoro, Arthur Quesnay, *Syrie. Anatomie d'une guerre civile*, CNRS éditions, 2016, 416 p.

Michel Korinman (dir.), *Daech. Menace sur les civilisations*, L'Esprit du Temps, 2015, 384 p.

Pierre-Jean Luizard, Bélig Nabli, Wassim Nasr, Pierre Razoux, « Table ronde, ouverte à la presse, de spécialistes du Moyen-Orient », *Rapport fait au nom de la commission d'enquête relative aux moyens mis en œuvre par l'État pour lutter contre le terrorisme depuis le 7 janvier 2015*, tome II, Assemblée nationale, p. 680-697.

Sur le Rojava

Tristan Leoni, G. D., « Kurdistan ? », janvier 2015.

TKGV [initiales des auteurs], *Lettre à des amis « Rojavistes »*, mai 2016.

« [Deux guerres locales](#) », *Internationale Situationniste*, n°11, octobre 1967.

Sur les migrants

Henri Simon, « L'Industrie du migrant. Mutations et migrations : une longue histoire de la vie sur terre », *Échanges*, n° 154, Hiver 2015-2016, p.11-36

Felix Baum, "From Welcome to Farewell: Germany, the refugee crisis and the global surplus proletariat", juillet 2016.

Antithesi, « Vogelfrei. Migration, deportations, capital and its state », juin 2016.



DDT21

Douter de tout... pour tenir l'essentiel

<https://ddt21.noblogs.org>

|| Juillet 2016